L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 27 OCTOBRE 1881. 55me Année.

Dufour, Bonnet & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS. JEUDI, 27 OCTOBRE 1881.

VENTE A L'ENCAN.

Par Speer & Rocoffer, à la Bourse d'encan St-Charles, rue St-Charles - Quatre vingt-cinq lots de valeur pour bâtir dans le Troisième District. Six lots de valeur pour bâtir, dans le Sixième District. Quatre lots splendides situés au coin des rues Manuel et Bourgogne, Troisième District.

La Convention de St. Louis.

L'affaire qui intéresse le plus le commerce de la Nouvelle-Orléans, en ce moment, est la convention du Mississippi qui s'est réunie hier à St. Louis, cette convention, par le nombre de ses membres, devant avoir nécessairement une grande influence sur les délibérations du Congrès. C'est précisément pour assurer cette influence, et pour la rendre plus puissante, que tous les Etats et toutes les villes populeuses de la vallée ont été invités à y envoyer des délégués, et de tous côtés on a répondu avec empressement à cette invitation. Il y régnera donc un enthousiasme plus que politique; ce sera un enthousiasme d'intérêts, le plus effectif de tous pour rallier les opinions et produire l'harmonie et la concorde.

Tous les hommes qui se trouvent là travaillent de concert dans un but unique, le but d'améliorer la navigation du Mississippi et de ses principaux affluents. Il ne peut y avoir que des propositions favorables à cette amélioration, et, sous ce rapport, la convention du fleuve à St. Louis n'est exposée à aucune division de nature à gêner ses travaux. Cependant, comme il est possible qu'on présente plusieurs systèmes d'exécution et comme cette exécution dépend aussi des allocations du Congrès, il y aura certainement des discussions à l'égard de la politique la plus favorable à suivre pour arriver à un prompt résultat.

Une question majeure est celle-ci: Faut-il demander au Congrès qu'il fasse de l'amélioration projetée une affaire à part et indépendante du bill annuel des allocations ordinaires pour les ports et rivières, allocations qui dépassent rarement dix millions de piastres, ou bien faut-il se soumettre au procédé très lent de ces concessions successives de subsides qui ne permettent presque jamais d'entrevoir l'époque où tels travaux d'intérêt public seront achevés? On soutient qu'en se bornant à ces demandes ordinaires, on est toujours à peu près sûr d'obtenir une partie au moins des subventions désirées, tandis qu'on n'est sûr de rien, en sollicitant tout d'une fois le bon nombre de millions qu'exigerait un plan de parfaite canalisation du fleuve.

Il est douteux que le Congrès, après avoir accordé déjà plus de six millions, bien qu'ils ne soient pas encore payés, pour le creusement d'une passe profonde à l'embouchure du Mississippi, soit disposé à voter 25 autres millions pour améliorer son cours. Si à ces 25 millions on ajoute les fonds jugés nécessaires pour améliorer ses affluents, le Missouri et l'Ohio, on fait monter le chiffre total à une proportion peu commune, proportion devant laquelle le Congrès reculerait certainement, à en juger parce qu'il a fait jusqu'ici. Les difficultés éprouvées par les représentants de la vallée à obtenir non pas 25 millions, mais seulement un million, n'inspirent pas l'espoir qu'on obtiendra d'un seul coup l'assentiment du Congrès à des dépenses excédant trente ou quarante fois celle qu'il sanctionna de son vote l'année dernière.

Les mandataires de la vallée auront beau dire que 25 millions de producteurs ou d'habitants attendent cette amélioration, qu'il y a nécessité à l'exécuter le plus tôt possible, que le plus grand commerce des Etats-Unis en a besoin, et que le travail dont il s'agit porte le plus vrai caractère de nationalité dont il ait encore jamais été question jusqu'ici, tous ces magnifiques raisonnements n'aboutiront à rien, si l'on demande au Congrès trop à la fois. Il ne faut pas se faire illusion sur ce point, le Congrès a peu changé depuis l'année dernière, et rien n'annonce qu'il ait changé assez pour élever subitement à 25 millions une allocation d'un million votée déjà avec une peine extrême. Il en serait différemment si le nombre des délégués de l'Ouest au Congrès se fait augmenté au point de faire pencher subitement la balance du côté de la vallée, mais le nombre de ces délégués est resté le même, les territoires intéressés à cette grande amélioration n'ont pas encore été convertis en Etats; nous ne voyons pas dès lors comment on aurait l'espoir d'obtenir pendant la prochaine session une subvention de beaucoup supérieure à celle de la session précédente.

Mais elle peut être et doit être supérieure en raison du bruit que ce grand travail national fait dans le monde américain, et en raison aussi de l'importance de la convention qui siège à St. Louis en ce moment. Il est certain qu'un plan général dont l'exécution serait basée sur une allocation générale, vaudrait mieux qu'un travail divisé par tronçons, tous séparés les uns des autres, et donnant lieu à des discussions interminables parmi les membres de la commission d'ingénieurs nommés par le gouvernement. Une entreprise de ce genre depuis être systématiquement exécutée, et comment un système pourrait-il être suivi, avec des allocations partielles pour l'amélioration du cours d'eau qui s'étend de St Paul, dans le Minnesota jusqu'au Golfe du Mexique?

Quelque justes que soient ces observations que, du reste, on a fait valoir déjà maintenée, elles ne changeront pas l'opinion des représentants de l'Est qui se soucient fort peu que le travail marche et qu'il marche bien, mais qui se soucient beaucoup des sentiments secrets de leurs commettants qui ne tiennent pas du tout à ce que le travail marche d'ensemble ou partiellement. Nous pensons donc qu'il vaudrait mieux; ne pas séparer la question du Mississippi du bill général des allocations annuelles pour les ports et rivières. Le moyen le plus sûr d'avoir quelque chose, c'est de ne pas demander trop à la fois.

Une autre question qui pourra gêner les travaux de la convention de St-Louis est celle qui concerne les améliorations relatives à la navigation du Missouri et de l'Ohio. A bien le prendre, toutes ces améliorations poursuivent parce qu'elles sont aussi nécessaires les unes que les autres. Pour que la canalisation du Mississippi procure les avantages que le commerce de l'Ouest en attend, il faut que ces tributaires soient canalisés aussi afin de les faire servir au transport des produits qui constituent ce commerce. La navigation fluviale de St-Paul à St-Louis serait complètement arrêtée, si celle du Missouri et de l'Illinois restait encombrée. De même aussi la navigation de Cairo à la Nile-Orléans ne rendrait pas tout ce qu'on en espère, si la navigation de l'Ohio n'était pas améliorée. Il faudrait donc que tous ces travaux s'exécutassent simultanément pour répondre à tous les besoins. Mais il peut y avoir dans la convention diversité d'opinions à ce sujet, sans que le cours de ses délibérations en soit sérieusement entravé. Dès le moment que sur le fond il y a accord et accord unanime, on doit bien augurer du résultat qu'elles auront. En attendant que ce résultat nous soit annoncé, nous produirons d'avance les résolutions que la délégation de la Louisiane a dû soumettre hier ou qu'elle soumettra aujourd'hui à la convention par l'organe de son président, M. Duncan F. Kenner:

Résolu que nous approuvons la détermination, exprimée de gouvernement fédéral d'améliorer la navigation, par la construction de levées, empêchant des débordements dévastateurs, et donnant facilité et sureté au commerce et au service postal sur le grand chemin national, le fleuve Mississippi; aussi, que nous approuvons la nomination d'une commission mixte d'ingénieurs pris dans le corps scientifique du gouvernement et des ingénieurs civils, pour concevoir et exécuter ce grand travail, et l'allocation de sommes d'argent pour les reconnaissances et les études à faire suivant le plan qu'ils auront arrêté et proposé; et en vue de la grandeur du résultat désiré, et de la nécessité de l'uniformité du système pour le succès d'une pareille entreprise, et dans l'intérêt de 30,000,000 de citoyens, nous demandons que les efforts du gouvernement soient libéraux et persistants; que la marche, indiquée par la législation du dernier Congrès, soit maintenue pour le Mississippi et étendue à ses tributaires, que les allocations soient proportionnées à la grandeur du travail et qu'elles répondent à la nécessité de le pousser aussi rapidement que les nécessités croissantes du commerce le demandent."

Ces résolutions sont bonnes et devront nécessairement produire une impression favorable. Il n'est pas difficile d'en rédiger une série sur un pareil sujet, mais le point principal est de les restreindre dans des bornes acceptables. Si la convention sait s'y renfermer, elle coupera court d'avance à beaucoup d'objections que pourraient faire les représentants d'intérêts rivaux au Congrès des Etats-Unis.

Session extraordinaire.

Plusieurs membres de l'Association des contribuables, entre autres, MM. H. J. Rivet, L. C. Arny, A. W. Albert, Charles Leditz, B. Bliesab, J. A. Lotten, Ed. Thompson, Joseph Bayle, et H. C. Miller, se sont rendus hier matin auprès du gouverneur McEnery, pour l'inviter, s'il se décidait à convoquer la Législature en session extraordinaire, à insérer dans le programme des travaux une nouvelle charte pour la ville de la Nile-Orléans.

Le gouverneur a reçu ces messieurs avec beaucoup de courtoisie et une bienveillance marquée. Il leur a dit qu'il avait pensé sérieusement à cette affaire et qu'il aurait déjà fait la convocation, qu'il eut été sûr qu'une session de vingt jours pût suffire à la besogne; que bien qu'il ne doutât pas qu'il y eut nécessité à donner à la Nouvelle-Orléans une nouvelle charte et à l'Etat une autre loi de revenu, il ne croyait pas que ces choses fussent possibles dans une si courte session, à moins que tous les membres de la législature ne fassent d'accord d'avance et qu'on n'eut pas à redouter la moindre opposition.

Cet accord n'est pas supposable, a-t-il ajouté, et c'est pour cela que je ne puis me résoudre à une mesure aussi grave; mais si l'on me démontrait que le résultat désiré fût certain, je n'hésiterais pas à y avoir recours.

Le gouverneur McEnery s'est expliqué d'une manière ouverte, franche et sans arrière pensée. Cette réponse loyale, la part ferme et honnête qu'il a prise dans la conférence de la commission de la maison d'Etat, et la nomination de M. le Dr Charles Faget comme membre du Bureau de Santé, nous inspirent la plus haute opinion de son jugement, de son indépendance et de ses lumières. Toute cette conduite nous fait augurer très favorablement de son administration.

Une autre lettre de Lafayette.

Notre confrère du *City Item* a reproduit en anglais, dans son dernier numéro, l'article où nous avions rappelé quelques faits se rattachant à la carrière de Lafayette, réminiscences suivies d'une lettre écrite par lui à M. C. Hall, de la Virginie. Le *City Item* y ajoute une nouvelle lettre de Lafayette, publiée ces jours-ci par le *Norfolk Landmark*, et qui se trouvait incluse dans la première à M. Hall. Lafayette, à ce qu'il paraît, avait une connaissance profonde de la langue anglaise, car il en emploie toutes les tournures de phrases, toutes les locutions, inversions et ellipses. Voici cette nouvelle lettre traduite en français aussi fidèlement que possible:

La Grange. 31 août 1826.

Mon cher monsieur—Quand M. Hall sera de retour à New York nous serons près du jour anniversaire d'une célébration qui a été marquée par de nombreux témoignages de bienveillance pour moi, ce dont je vous suis très obligé, mon cher général. Je ne puis oublier non plus la réception si flatteuse et affectueuse qui me fut faite à mon arrivée à Norfolk. Mais pendant que je jouissais de ces heureux souvenirs, une affligeante nouvelle m'a frappé au cœur, nouvelle dont la coïncidence avec une autre très pareille faisait douter qu'elle fût vraie. Maintenant tout espoir est anéanti, et je ne trouve pas de mots pour exprimer mon chagrin.

C'est une consolation pour moi de penser que nous avons bien souvent pour nous revoir une fois de plus, pour échanger des congratulations sur les progrès merveilleux des Etats-Unis, surtout de la Virginie, depuis l'année où, comme commandant militaire, je le trouvai à Richmond, gouverneur de l'Etat, et pour jouir de la perspective d'une prospérité toujours croissante, fondée sur la liberté républicaine. Et dans ces conversations patriotiques, nous ne pouvions nous empêcher de compter par anticipation, bien que la réalisation en fut éloignée, que conformément aux nobles sentiments de la Virginie depuis ces années jusqu'à ce jour, le seul mal restant de la domination anglaise, l'esclavage du nègre, serait par elle progressivement éliminé, tâche qui, si difficile qu'elle fût, avait été, vous le savez, l'objet constant de ses méditations.

J'ai été très chargé d'apprendre que vous êtes maintenant membre de la Législature d'Etat, position où vos sentiments élevés et votre magnifique talent ne pourront qu'être fort utiles, et où, c'est plaisir d'un ami en deuil, votre diplomatie voix sera entendue dans cette lamentable occasion.

Quoi avez joie que je saisis l'occasion de parler de mes amis de Mendlik, de Portsmouth et de Gosport. Ayez la bonté de me rappeler à eux avec affection. Vous pourrez rapporter pour Mme Taylor et sa famille. Mon fils se joint à moi, et ainsi faisait M. Chevalier s'il n'était pas pour le moment en Allemagne d'où il reviendra bientôt marié. Rappelez-moi à mes autres amis de la Virginie, à ceux qui sont dans les forts, et à nos compagnons de l'anniversaire d'Yorktown.

Avec remerciement et affection,

Votre ami,

LAFAYETTE.

☞ Les médecins de notre ville sont unanimes à reconnaître l'efficacité du Malakoff Bitter comme tonique.

D'après des calculs faits par l'Académie médicale de Paris, il y a, aujourd'hui, répandu dans le monde, 199,000 docteurs en médecine. Les Etats-Unis en comptent 65,000, la France, 26,000; l'Allemagne, 22,000; l'Autriche, 35,000; l'Angleterre, 35,000; l'Italie, 10,000; et l'Espagne, 5,000.

YORKTOWN.

Nous exprimons l'espoir qu'un éditorial intelligent réunira en un volume tous les discours qui ont été prononcés à la fête du centenaire de Yorktown. Jamais encore manifestation patriotique n'avait eu plus d'éclat. Au point de vue national, cette fête aura des résultats heureux. La génération actuelle n'est retrempée aux sources et les pièces de la patrie avaient pâlies cette énergie indomptable qui leur fit braver tous les dangers d'une lutte inégale. Les orateurs américains ont retrouvé leur éloquence d'autrefois; les journaux se sont distingués soit par le récit des événements d'alors, soit par les réflexions philosophiques que ces mêmes événements leurs inspiraient.

En comme la République américaine s'est révélée dans cette circonstance suprême dans tout ce que la nature et ses institutions libres ont produit en elle d'élevé, de généreux, de patriotique. Les étrangers invités venus d'Europe, et dont les ancêtres ont partagé les dangers et la gloire acquises, par les chefs américains, dans la lutte qui se termina par la reddition de Cornwallis, iront bientôt porter en Europe les impressions qu'a fait naître en eux la vue d'un peuple prospère, hospitalier, point oublieux, et tout entier dévoué à la grande mission qu'il accomplit dans le monde libéral.

L'unanimité avec laquelle la fête de Yorktown a été célébrée par le peuple, semble devoir clôre l'ère fatale des haines sectionnelles et ouvrir une voie nouvelle de grandeur, par l'entente, la fraternisation et le haut sentiment de solidarité qui ont marqué ces jours heureux consacrés à célébrer la victoire de la liberté sur la tyrannie, et l'entrée d'une nation nouvelle dans le monde des nations.

EUROPE.

Les dernières nouvelles d'Europe annoncent que le général Saussier, commandant en chef les corps français en Afrique, a ouvert la campagne. Un premier engagement avec les Arabes tunisiens a été fatal à ces derniers. Battus, ils se sont retirés dans les solitudes du sud. Les différents corps sont en mouvement, et avant longtemps peut-être nous apprendrons la pacification de l'Afrique du Nord et sa soumission complète à ses vainqueurs.

On a fait grand bruit autour de cette question tunisienne. Nous avons déjà rapporté les accusations que le journal de M. Rochefort a lancées contre quelques personnages haut placés, accusés d'avoir provoqué l'affaire de Tunisie dans un but de spéculation. Les calomnies ont intenté un procès aux calomniateurs. Les débats de cette curieuse affaire s'ouvriront bientôt devant le tribunal de Paris.

Un de nos amis qui arrive de France, intelligence d'élite, esprit observateur, à qui nous exprimions nos regrets sur la polémique à outrance des journaux intransigeants, nous disait que le peuple s'en préoccupait à peine, et que ces accusations sans cesse renouvelées ne réussissaient même pas à troubler la surface. Ces feuilles, courant au scandale comme moyen d'activer leur tirage, eut cessé d'avoir la plus légère influence. Ce sont les épileptiques de la presse qui s'épuisent dans la triste entreprise d'inoculer au pays le mal dont ils sont atteints.

A mesure que nous approchons de la date fixée du 26 octobre, jour de l'ouverture des chambres, la polémique s'accentue entre les organes des diverses fractions de la majorité républicaine. Quel sera le cabinet? Qui sera premier ministre? Telle est la double question qu'on agite sans arriver à une conclusion ayant quelque apparence de vérité.

Le fait est que M. Gambetta, qu'on avait généralement indiqué comme le chef du prochain Cabinet, hésite à se charger de cette mission, en face d'une Chambre nouvelle dont il ignore encore les tendances. La ministère actuel se présentera devant les Chambres et ne se démettra que devant un vote de répréhension contre les fautes qu'on lui reproche. Sera-t-il remplacé, après un échec prévu, par le cabinet formé par M. Gambetta? Quelles que soient les petites ambitions qui s'agitent autour des trois factions de la majorité républicaine, il est probable qu'un parti compact se formera autour du grand tribun. Du reste, la question sera résolue dès les premières séances des Chambres.

On sait avec quelle ardeur et quelle unanimité les journaux hostiles à la république pressaient, il y a quelques mois, M. Gambetta de prendre en main un pouvoir qu'il avait de fait par son influence sur ceux qui le possédaient alors. Aujourd'hui, ils ont changé de ton. Ils semblent redouter l'avènement au pouvoir d'un homme qui a une politique et qui s'est strictement prononcé en faveur des réformes à opérer dans l'administration, les finances, la justice et l'armée.

Ce n'est pas sans éprouver un certain émoi que l'Europe impérialiste un monarchiste suit la marche ascendante de M. Gambetta. Dans diverses circonstances, M. Gambetta n'a pas dissimulé l'espoir d'une revanche. Aussi serait-on consolidé, il y a quelques mois, son élévation au pouvoir dirigeant, au moins comme une menace de guerre à courte échéance. Aujourd'hui les puissances hostiles ne sont rassurées. On a dit même que l'orateur français avait eu une entrevue avec le prince de Bismark.

Il est à remarquer que les visites royales ou impériales qui se multiplient, ont révélatrices d'une situation tendue. L'Est-ce un parfé contre l'esprit révolutionnaire? Est-ce une guerre en perspective dans laquelle les grands intérêts des cours du nord et de l'est agissent mais en sous-sol? Tout pat celuée est Europe, et, si de légèrs nuages s'élèvent à l'intérieur de quelques nations, les gouvernements échangent entre eux les assurances de la plus entière confiance dans le maintien des relations pacifiques.

Cette France, révolutionnaire longtemps, aujourd'hui conservatrice des principes de la démocratie moderne, reste aux yeux du monde comme le phénomène toujours glamboyant destiné à alimenter le foyer libéral. Et cependant, renfermée en elle-même, elle est plus encore aux nécessités de son organisation intérieure nouvelle qu'aux questions qui surgissent à l'étranger; car la guerre d'Afrique dans laquelle elle est engagée maintenant est surtout une affaire d'intérieur. Il s'agit de rompre dans le giron une colonie française.

Nous pensons que comme les journaux français et anglais qui ne voient dans ces entrevues royales ou impériales qu'un simple échange de politesses. Les relations plus ou moins intimes des rois et des empereurs ont cessé d'exercer une influence décisive sur la politique; les intérêts, aujourd'hui, sont puissants dominant les maîtres absolus.

Aussi est-il permis de considérer la paix de l'Europe comme assurée pour une période prolongée. La mort du sultan ou une révolution dans l'empire turc pourrait seule allumer des ambitions mal éteintes. Et, encore une fois, la question des dépouilles amènerait les différentes nations de l'Europe.

Le *Times*, prévoyant la formation du ministère Gambetta, dit: "Si M. Gambetta prend aujourd'hui le pouvoir, ce sera comme ministre pacifique. Son premier objet sera, sans doute, de terminer la campagne de Tunisie, et de régler les difficultés que les événements ont fait naître sur cette le littoral de la Méditerranée. Puis viendront des mesures de réformes intérieures, peut-être la révision du Sénat, en tout cas l'impôt sur les biens de main-morte, une laïcité plus sérieuse de l'instruction publique, la réforme de la magistrature, la réorganisation du système financier. On rencontrera, il est vrai, une foule d'écueils; mais ils ne seront pas assez nombreux pour que nous n'espérions pas que la République les évite sans encombre."

Le colonel H. P. Holcombe et sa femme, qui résident à Selma, Ala., viennent de célébrer le 63e anniversaire de leur mariage. Le colonel a 83 ans, et on rapporte qu'il est aussi bien conservé, aussi libre dans ses mouvements qu'au temps de la jeunesse.

—S'il était vrai que le ministère fût décidé à se retirer avant la réunion des Chambres, nous ne pourrions que le regretter très sérieusement dans l'intérêt de sa considération et de sa dignité. Il nous semblerait pénible que des hommes honorables, très capables de se défendre, paraissent ainsi se dérober à la responsabilité que doit supporter tout gouvernement digne de ce nom. Nous disons que nous seulement les ministres, ceux qui sont principalement en cause, sont en état de se défendre, mais qu'ils ont aussi un solide terrain de défense. Nous prétendons qu'ils ne sont coupables que de faiblesse, et que leur plus grande faute est d'avoir trop écouté les criailleries du dehors. Certes, ce n'est pas nous qui contesterons l'influence légitime de ce qu'on appelle l'opinion publique; mais si un gouvernement doit lui obéir, il doit aussi savoir la diriger.

Dès l'origine de cette guerre d'Afrique, source d'embarras qui ne seront que momentanés, que répondait-on à ceux qui conseillaient au gouvernement de ne prendre aucun engagement, de garder la liberté de ses actes, de ne point s'imposer de limites qu'il serait peut-être obligé de transgresser? On leur répondait que le seul mot de "guerre" effarouchait le pays, que le peuple français était corrigé et ne voulait plus entendre parler d'expéditions ni lointaines ni prochaines, et que cette même nation vaincue, qui avait renversé la monarchie pour avoir trop aimé la paix, ne pardonnerait pas à la république de faire la guerre. On a vu, chose inouïe dans ce pays de France, on a vu tous les intransigeants de droite et de gauche, ceux qui veulent tout perdre et ceux qui n'ont rien à perdre, faire un programme électoral de la paix à tout prix, et accabler le gouvernement sous des clameurs pétroyennes comme on l'accablait autrefois sous des clameurs guerroyennes.

Dans ces conditions, que pouvait faire un ministère soutenu par une majorité irrésolue et divisée, lui-même irrésolu et peut-être divisé? Il a vécu un jour le jour, guerroyé par petits bataillons, dépensé par petites sommes. Son grand tort a été de ne pas oser de ne pas prévoyant, et d'avoir eu peur de la responsabilité. La question extérieure, quoi qu'on ait dit, n'était pas grave. Les gouvernements européens sont prêts à nous laisser prendre dans le nord de l'Afrique un pouvoir qui ne peut être qu'à l'avantage de la civilisation commune. Mais c'est à l'intérieur, c'est ici même qu'était l'Opposition. Ce sont les irréconciliables de droite et de gauche, qui, réunis dans une phrase et touchante harmonie, ont paralysé l'action du gouvernement. Si c'est là véritablement l'opinion publique, alors que l'opinion publique soit également responsable, et que le gouvernement la prie de partager avec lui le poids des fautes ou des accidents.

Les Chambres nouvellement élues est plus inconnu qu'on ne semble le croire. Elle n'est pas encore classée, et les premières discussions pouvant y faire beaucoup de sélections et d'éliminations. Nous nous permettons à croire que si M. Jules Ferry avec l'esprit de résolution, qu'il a toujours montré, venait ouvertement provoquer une discussion et un vote, il se féliciterait de n'avoir point cédé à des conseils pusillanimes. Les intérêts se prolongent quelquefois longtemps; un proverbe dit qu'il n'y a rien de plus durable que le provisoire, et l'expérience enseigne que rien ne dure plus que les carreaux fêlés.

JOHN LEMOINE.

Nous lisons dans la *Minerve* de Montréal, du 22 octobre, sous le titre de "les Français au Canada":

Le départ de M. Hector Legru, qui devait avoir lieu samedi dernier, a dû être remis à aujourd'hui. M. Legru nous revient accompagné de son père, d'un ingénieur du "Crédit de France", et de M. Obalski, ancien élève de l'école polytechnique et ingénieur des Mines, qui vient, comme on le sait, d'être choisi par le gouvernement de Québec comme professeur à l'école polytechnique de la province et comme ingénieur du gouvernement.

Ces messieurs doivent s'embarquer au Havre aujourd'hui et seront à Montréal vers le 3 novembre.

C'est sous les auspices du *Crédit de France*, institution dotée au capital de 75,000,000 frs que s'est organisée une nouvelle compagnie de phosphates de chaux, dont la direction sera confiée à M. H. Legru. Au sujet de cette banque, nous lisons dans le dernier numéro du *Journal de la Bourse* que la hausse des actions du *Crédit de France* se poursuit sans interruption, et que cette société est des mieux cotées à la Bourse, grâce à la bonne gestion de ses administrateurs, parmi lesquels on remarque les hommes les plus éminents de la finance et de l'industrie. Nous sommes donc heureux de compter une nouvelle compagnie de phosphates de chaux fondée sur des bases aussi solides et aussi puissantes.

M. Gerbié, l'estimable secrétaire de M. Legru, nous informe qu'aussitôt après l'arrivée de celui-ci, les médailles qu'il a offertes aux exposants de Québec de la dernière exposition seront distribuées. Les analyses sont faites, et la liste sera publiée dans une dizaine de jours.

GRAND OPERA HOUSE.—Les représentations de la "Femme du Planteur" sont bien suivies, et Charlotte Thompson se distingue grandement. Cette actrice a de la finesse et rend dans le perfection toutes les nuances de son rôle. Joseph Wheelock le seconde fort habilement. Jouée ainsi, la pièce mérite d'être vue. Samedi en matinée, mlle Thompson représentera "Jane Eyre", une de ses meilleures spécialités.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—Foule, grande foule hier au théâtre Hier soir, toutes les places étaient occupées, et beaucoup de gens sont restés debout. Ce représentait le "Child of the State", pièce d'un haut intérêt, admirablement charpentée, et dont le succès va toujours en augmentant. En voyant tant de monde, les acteurs se sont surpassés. Electrisés, et ils ont joué avec plus d'entrain que jamais. Très certainement ceux qui l'assistaient partir cette troupe de Hoey et Hardi sans l'avoir vue le regretteront.

THEATRE ST-CHARLES.—Le monde n'était pas tout entier à l'Académie de Musique, et ceux qui n'avaient pu y trouver place sont allés voir le Mascotte au vieux Drury. La Mascotte, du reste, en vaut la peine. La musique est vive, dégoisée avec un entrain tellement les motifs et les fredonnent longtemps après que la Mascotte sera partie. Cette pièce fait une excellente chambrée tous les soirs, et les deux actrices Elmes et Randall enchantent tout le monde.

MODES.—Nous engageons les dames à faire une visite au Jardin magasin de modes de Leland, rue du Canal 185, où elles trouveront un assortiment d'articles des plus frais, des plus élégants et des plus nouveaux. L'assortiment se compose de bonnets, de chapeaux, plumes, fleurs, ornements, rubans, satins, soieries, crêpes, parasols, cornets, et de quantité d'articles de fantaisie que nous ne pourrions mentionner dans une simple notice. Les bonnets et les chapeaux sont de mode française, et l'on ne saurait trouver rien de meilleur goût. Mais il faut voir ces objets pour avoir une idée juste de leur mérite. Quant aux prix, ils sont des plus modérés, et ce mot-là est très flatté. Nous ne croyons pas que la rue Canal, jusqu'ici, des nouveautés si élégantes à son marché. Nous conseillons donc de nouvelles aux dames d'aller visiter le magasin de Leland, et très certainement elles ne regretteront pas d'avoir suivi notre avis.

Restaurant des Quatre Saisons.—M. Bosio, propriétaire de ce restaurant, appelle l'attention de ses amis sur l'ouverture de son nouveau café et salon d'huîtres, rue de Chartres No 113, à côté de son restaurant appelé le "Rendez-vous des habitants" où un lunch de premier ordre sera servi de 10 heures du matin à 1 heure de l'après-midi. Nous ne doutons pas du succès de cette nouvelle entreprise de M. Bosio dont l'expérience est connaissée et qui a fait ses preuves à cet égard. Le public peut avoir la certitude qu'il trouvera au "Rendez-vous des habitants" les meilleurs vins, les liqueurs les plus fines et les plus fraîches huîtres. Quant au service, on sait déjà qu'il est organisé de manière à satisfaire les plus difficiles.

Librairie Française.—M. H. Billard, qui est maintenant le chef de cet établissement si connu, nous informe qu'aussitôt après l'arrivée de celui-ci, les médailles qu'il a offertes aux exposants de Québec de la dernière exposition seront distribuées. Les analyses sont faites, et la liste sera publiée dans une dizaine de jours.

CIMETIÈRE.

Grand assortiment de VASES DE TOUS GENRES, A vendre par KUHLMERGT & BIENVENU, No 114 rue du Camp.

21 oct.—7f

GRANDE OUVETURE —DE— MODES CHEZ LELAND.

LES dames seront de plaisir à inspecter la nouveauté vente et vaste réunion dans le moment des délégués "Fashion Emporium." Les articles sont entièrement nouveaux et, en tous de dernière guerre paraît. L'assortiment de rengrand des Bonnets, Chapeaux, Plumes, Fleurs, Ornements, Rubans, Fichus, Satins, Soieries, Crêpes, Parasols, Cornets, Rouches, Gants et Mouchoirs, Jeux de Fantaisie, Eventails, Sachets, Mécaniques, Ornements de bals, Bas de à bijoux, Porte-cartes, Satins à ouvrage et Peluches de jet, etc, le tout aux prix ci-dessous:

Chapeaux de paille et Bonnets	15c et au-dessus	
Chapeaux garnis de	62 50 à	62 75
Chapeaux garnis	3 50 à	5 00
Bonnets garnis	3 50 à	6 00
Chapeaux garnis de New York	4 00 à	6 00
Bonnets garnis de New York	7 00 à	9 00
Chapeaux importés de France	15 00 à	25 00
Parasols	1 75 à	25 00
Cmbrelles de cotè pour dames	2 75 à	3 00
Cornets P. D. véritables	2 70 à	3 00
Mouchoirs de toile	20 à	25
Mouchoirs de deuil, H. S	30 à	35

LELAND, 185--RUE DU CANAL--185

27 oct—f

Salle de la loge de l'Hermitage.—No 98, F. A. M.—Les officiers et membres se réuniront dans la salle de la Loge, au coin des rues St-André et Magazine à 2 heures de l'après-midi, pour assister aux funérailles de notre frère décédé J. P. MAHALIN. Le corps partira de sa dernière résidence, au coin des rues Laharpe et Roman. Les frères maîtres maçons sont priés d'en faire partie.

Par ordre du W. M.

GEO. S. PETTEL, Secrétaire.

JOS. BRANDNER, Marchand-Tailleur, 34 ..... RUE BOURBON 34

A constamment en magasin un bel assortiment de DRAPS CASIMIRES et coiffé à glace.

27oct—3m

APPORTEZ 2 ECHANTILLONS

Que tous ceux qui ignorent que LABRY vend les ETOFFES DE NOIR aux plus bas prix, le savent, et qu'ils APPORTENT DES ECHANTILLONS pour les comparer aux étoffes au MAGASIN DE DEUIL avant d'acheter ailleurs.

Alex. Labry, 13 - - - rue Baronne - - - 13

Nlle-Orléans, 25 octobre 1881.

J. BOSIO, Propriétaire du Restaurant des Quatre-Saisons.

APPELLE l'attention de ses amis sur l'ouverture de son nouveau café et salon d'huîtres, No 113 rue de Chartres, à côté de son restaurant appelé le "Rendez-vous des habitants", où il sera servi un lunch choisi de 10 heures du matin à 1 heure de l'après-midi. Les meilleures liqueurs et les meilleures huîtres seront servies par des garçons polis.

M. Bosio espère que le public en général et ses amis en particulier voudront bien l'encourager et en solliciter respectueusement la continuation.

27oct—8f

CHANGEMENT DE LOCAL.

P. L. Cusachs, Importateur et Droguiste, a transféré son établissement du No 39 de la rue Royale à la spacieuse

BATISSE BLANCHE, au coin des rues Canal et Baronne, Avec un stock entièrement nouveau, frais et complet.

Cet établissement ancien et bien connu, en remontant ses nombreux amis de patronage libéral qu'il a eu accordé dans le passé, espère en mériter la continuation par les facilités plus grandes qu'il a de bien faire, et les achats de qualité supérieure qu'il débitera.

1er sept—Cmcle PF

WM. E. MURPHY, AVOCAT, An No 77 de la rue de la BOURSE, ENTRE LA RUE DE CHARTRES ET LE PASSAGE DE LA BOURSE.

Consultations de 9 à 3 heures, en français et en anglais.

Occasion rare.

250 douzaines de cigares fins comme il n'y en a pas en ville, à très bon marché. 2 douzaines détachés à cinquante centimes à partir de ce soir. Centaux et cinaux pour compter les cors. Pour quelques jours, des cornets valant $1.50 seront vendus à 75c. Aussi, 100 douzaines de cuillerons de table. Rouget, Bourgeat pour jardiniers, à vendre par L. Lemonier, 105 rue Royale.

1er sept—Sm. Dim. Mar. Jeu.

L'UNION FRANÇAISE. RUE DES REMPARTS.

Bureau de placement

LE public est prévenu que ce bureau est ouvert au siège de la Société tous les jours, les dimanches exceptés, de 9 heures du matin à 3 heures P. M.

Les Français en quête de travail qui invitée à se faire inscrire. Les gouverneur de la ville ou de la compagnie, ayant besoin de cultivateurs ou d'employés de commerce, sont priés de s'adresser au bureau pour correspondance ou autrement. La Société se charge à titre gratuit de toutes les démarches.

23 oct—7f

POUR LA TOUSSAINT, Ornements de Tombeaux, A vendre chez LELIÈVRE, Rue Royale 174, et rue Baronne No 9, près la rue du Canal.

CETTE partie de notre stock devant être vendue comme rénovée et à n'importe quel prix avant le premier novembre, invitons nos amis et le public en général à venir examiner la magnifique assortiment exposé dans nos deux magasins. Il dépasse en beauté ce que nous avons reçu jusqu'à ce jour; ils en conviendront par eux mêmes du bon marché et du goût exquis.

23 oct—25 27 29 31

Banque Nationale d'Etat de la Nouvelle-Orléans.

Nouvelle-Orléans, 24 octobre 1881.

Dans une réunion du Bureau des Directeurs de la Banque Nationale d'Etat, tenue aujourd'hui, le préambule et les résolutions qui suivent ont été adoptés et mis parmi les archives de la banque.

Attendu que Dieu, dans sa sagesse, a retiré de ce monde LOUIS ALFRED WILTZ, un des plus nobles et des plus purs fils de la Louisiane, et pendant nombre d'années vice-président et directeur de cette banque, leur directeur, nous regrettons comme un devoir d'enregistrer dans nos archives l'expression du chagrin profond que nous a fait éprouver la perte d'un si estimable officier de la Banque, et d'en annoté de sa bonne, qui par son caractère sympathique et en bienveillance étaient devenus cher à chacun de nous tous; il est, en conséquence,

Résolu, que le Bureau des Directeurs déplore profondément la perte prématurée de LOUIS ALFRED WILTZ, vice-président et membre du Bureau des Directeurs de cette banque et gérant de la branche de dépôt en succursale depuis son organisation, et tout en lamentant la perte irréparable de cet précieux serviteur pour cette banque et pour les membres du bureau personnellement et nous regrettant la connaissance de nous longs rapports avec un associé si aimé et si respecté, nous n'oublions pas que notre perte n'est rien à côté de celle de sa famille et du peuple de cet Etat bien-aimé, la Louisiane.

Résolu, en outre, que nous exprimons à la veuve désolée et aux enfants de notre ami et associé décédé, une profonde sympathie qui ne peut être mesurée que par l'étendue de la douleur que nous nous le pense de celui qui est la cause de cet expression de regrets. Il reste à sa famille comme source de consolation, un héritage plus précieux que l'or et l'argent, une réputation sans souillure, un nom sans tâche et une mémoire vénérée à la population entière de son pays natal.

Résolu, qu'une copie de ces résolutions soit adressée à la famille du défunt, et qu'elle soit publiée dans les journaux quotidiens.

J. E. JARREAU, Caissier par intérim.

25 oct..7f PF

Au peuple de la Louisiane.

Parmi les plus lamentables conséquences de la maladie prolongée et de la mort du gouv. LOUIS ALFRED WILTZ est celle d'une vaste et de cous enfants qui restent avec des moyens insuffisants d'existence. Le même décret de la Divine Providence qui a privé notre Etat d'un premier magistrat a enlevé à nos familles un mari dévoué et un père attentif et affectionné. Le peuple de l'Etat qui a été témoin du zèle, du dévouement de l'administrateur, du fermeté, l'énergie et le patriotisme dont il avait fait et un citoyen qui était un modèle de courtoisie, de jeunesse et d'honneur; mais ce femme et ces enfants ont perdu leur protecteur, leur guide et leur unique soutien.

Le défunt gouverneur était entré dans la vie publique à l'âge de 24 ans et après 18 ans de services publics pend